

développement et civilisations



www.lebret-irfed.org

foi et développement

N° 348 novembre 2006

Éditorial

L'envers du décor

Albert Longchamp l'affirme d'emblée, dire que « *le monde va mal* » serait trop simple. Beaucoup trop simple. Or notre propos, à *Développement et civilisations* est inverse. Nos indignations, notre refus de suivre l'ultralibéralisme ambiant se veulent argumentés, respectueux des réalités sociales, culturelles et religieuses des grandes aires géographiques où le réseau du Centre Lebret-Irfed est actif.

Le propos est donc bien - comme l'exprime celui qui fut notre ancien directeur de la rédaction - de formuler des alternatives. De raconter pourquoi l'envers du décor de la mondialisation justifie de ne pas céder à la pensée unique en matière de développement et de croissance. Sans perspectives, sans concession d'une réalité omniprésente que vaut un refus?

La force de la mondialisation est qu'elle représente, qu'on le veuille ou non, une perspective pour des milliards d'individus. L'enrichissement rapide, la séduction des marques triomphantes, l'étourdissement financier provoqués par la manne de l'investissement direct des délocalisations... Beaucoup vivent cela comme un changement positif. Il faut le comprendre et l'admettre pour mieux le combattre.

Notre tir, pour toucher son but, doit être ciblé. Et tel est le mérite du texte d'Albert Longchamp, pour qui « *changer la vie* » passe aussi par « *changer nos modes de vie* ». Cet appel à notre responsabilité individuelle est essentiel. Le fait que les nations se replient sur elles-mêmes « *comme des citadelles médiévales* » est le double produit d'une peur diffuse et d'un affaïssement de la volonté de résister. C'est un mode d'emploi pour une résistance active que nous vous proposons.

Richard Werly

richard.werly@lebret-irfed.org

Changer la mondialisation

par Albert Longchamp*

La mondialisation n'a rien résolu des problèmes de développement. Au contraire, l'écart n'a fait que s'aggraver entre les pays riches et les pays pauvres.

Nous n'allons pas vous dire : « *Le monde va mal* ». Ce serait... trop simple. Et injuste. Mais vous affirmer que la « belle époque » de la mondialisation est terminée me paraît proche de la réalité. Nous avons fortement misé sur les espoirs soulevés par l'avènement du *Village global*. Ici même, dans un article de *Foi et développement*¹, je me demandais sans ironie : « La mondialisation : nouveau nom du développement ? ». Le point d'interrogation était une heureuse prudence. La question n'est plus de mise. La mondialisation n'a rien résolu des problèmes de développement. C'est pourquoi j'emprunte au dernier ouvrage de Chico Whitaker un titre légèrement modifié. Au lieu de *Changer le monde (nouveau) mode d'emploi*², je propose quelques réflexions autour de « Changer la mondialisation ».

Je ne suis pas le seul, loin s'en faut, à revenir des grandes illusions. Un monde mieux relié semblait devenir plus uni, donc relativement paisible. Nous sommes loin du compte. Prenons le cas d'un mammouth des négociations internationales, l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Après cinq années de discussions aussi éprouvantes que vaines, le fameux cycle de Doha est suspendu *sine die*. La faute à qui ? Bien sûr, les États-Unis n'arrangent rien. Mais les autres ténors du groupe, l'Union euro-

péenne, le Brésil, le Japon, l'Inde et l'Australie ne font pas mieux. Tous sont suspendus à des échéances électorales ou à des intérêts locaux. Ce qui fait dire à Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, que la crise est politique, tandis que les ONG et parfois même des membres de gouvernements, comme Shri Kamal Nath, ministre indien du Commerce et de l'Industrie, soutiennent que la crise de l'OMC exprime la faillite de tout le système. Pour M. Nath, le round de Doha se situe entre « *les soins intensifs et le crématoire* ». Charmante perspective !

Une idéologie passe-partout

La gouvernance multilatérale ne s'est pas montrée à la hauteur de l'attente des peuples. La mondialisation, happée par la frénésie de consommation, s'est dévoyée dans un mercantilisme parfois sordide. Ce n'est pas nouveau. Le phénomène a commencé à se manifester après 1950 et, dès 1975, on entendait en Chine, où je me trouvais alors, des gens promettre que leur pays allait égaler le niveau de vie des Américains « *au plus tard dans trente ans* ». Promesse tenue. On estime aujourd'hui que 300 à 400 millions de Chinois accèdent à la société de consommation. Et ce n'est pas l'autre mammouth de la mondialisation, le G20, qui va s'en plaindre et nous livrer clés en main le « nouveau

* Jésuite et journaliste, Albert Longchamp a été de 1996 à 2006 directeur de la revue *Foi et développement* qui a changé de titre pour devenir *Développement et civilisations*. Il a enseigné l'Éthique des médias à l'Université de Fribourg de 1989 à 2006. Il est actuellement Supérieur provincial des jésuites de Suisse.

mode d'emploi » pour changer le monde et changer de cap.

La mondialisation est devenue une idéologie passe-partout, elle ne régle aucune approche vraiment humaine. Michel Egger signe dans une récente livraison de la revue *Global*³ un article sévère qui fustige un « modèle global qui appauvrit les plus pauvres à coups de libéralisations, anéantit les agricultures et les efforts d'industrialisation, réduit le contrôle démocratique sur les services publics, dévaste l'environnement et profite avant tout aux multinationales. » Vous avez dit développement ?

Et l'auteur, pour ne pas tout mélanger, ne dit rien des désastres insensés causés par les conflits du Moyen-Orient, ou de l'Afrique livrée au pillage, ou même d'une Europe un peu oublieuse du traumatisme vécu par les populations civiles lors de la dislocation de la Yougoslavie⁴.

Je le sais, personne ne connaît la recette miracle ni ne détient la baguette magique qui transformera la lutte implacable des stratégies mondiales en jeu d'enfants. D'ailleurs, même les enfants ne se font pas de cadeau et jouent maintenant avec de vraies armes à feu (plusieurs cas d'affrontements mortels ces derniers mois aux Etats-Unis). La vie n'a plus de prix. Sinon celui d'une marchandise.

Dans la déstabilisation que nous traversons, le commerce n'est pas seul en cause, ni le poids des armes. Les enjeux ethniques, culturels, religieux entretiennent un foyer permanent d'incertitudes, d'insécurité, d'hostilité. Alors qu'ils pourraient s'unir pour redonner un visage présentable à leur pays, les musulmans irakiens s'enfoncent dans des conflits communautaires impitoyables. De leur côté, les pays arabes, dans l'ensemble, n'ont jamais trouvé le moyen de promouvoir une politique cohérente afin de tenter de sortir le conflit israélo-palestinien du borborygme.

Les nations se protègent à nouveau comme des citadelles médiévales. On redresse des murailles sur les collines de Jérusalem ou dans le désert du Mexique. Les Américains sont devenus un peuple de froussards. Il y a quelques jours, à l'aéroport de Mon-

tréal, les services de sécurité m'ont invité poliment et fermement à laisser sur la table de contrôle une bouteille de Coca Cola de 7dl : « Trop dangereux ! ». Les puissants tremblent de peur. Sans doute est-il possible de remplacer une innocente boisson par un explosif liquide, mais cette seule image montre que le label « guerre au terrorisme » fait voler en éclats tous les repères optimistes que fournissait la mondialisation technique. Depuis le 11 septembre 2001, le monde est bien moins sûr qu'à l'époque de la guerre froide et des milliers d'ogives nucléaires enterrées dans les silos ultrasecrets de la Sibérie ou du Texas. Le monde est, au sens strict, désaxé. Il est à la fois fractionné et placé sous tutelle d'une poignée d'entreprises ou de puissances hégémoniques. Nous chantons les louanges de la démocratie et nous acceptons que notre courrier électronique passe sous contrôle permanent des Etats-Unis. La police est mondialisée. Serait-ce le seul acquis d'un rêve brisé ?

« Un modèle global qui appauvrit les plus pauvres à coups de libéralisations... »

Il faut en convenir, la situation ne porte pas à l'optimisme. Mais le pessimisme systématique empoisonnerait aussi l'atmosphère. Le nouveau mode d'emploi de la mondialisation se situe entre la confiance éclairée, le repérage de valeurs humanistes et spirituelles intangibles, le vouloir d'une communauté scientifique toujours en recherche de solutions nouvelles, et, *last but not least*, une classe politique qui soit enfin consciente de ses responsabilités. Les bonnes idées foisonnent, mais elles sont souvent vouées à l'oubli par l'incurie de politiciens incultes, médiocres ou corrompus (des travers qui peuvent se combiner aisément). Aucun pays ne fait exception.

Mondialisation rime avec marginalisation

La mondialisation capitaliste et égoïste, comme jadis la domination communiste, a certes depuis longtemps ses détracteurs. Et heureusement que Porto Alegre est venu faire contrepoids à Davos. Mais la dépendance industrielle et la subordination technologique des pays dits du Sud, ainsi que leur absence des capitales financières, anéantissent la majeure partie de leur influence. On peut toujours faire de beaux discours, mais la Lituanie, le Bénin ou le Nicaragua, si démocratiques soient-ils, ne feront jamais le poids face aux Etats-Unis, à l'Inde ou à la Chine qui sont, en réalité, les grands gagnants de la mondialisation.

Lors d'un colloque organisé sous l'égide de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) il y a trois ans, un participant sénégalais parlait de la « recolonisation de nos pays. » Un autre participant, également africain, invitait ses auditeurs à « développer une culture de résistance » à la mondialisation. L'Union européenne peut se targuer d'avoir part au gâteau, mais allez claironner vos pourcentages aux licenciés et licenciées des entreprises françaises ou britanniques délocalisées à Singapour ou dans la banlieue de Shanghai. Le marché n'a pas d'âme. Il a des actionnaires. Le travail est dévalorisé.

Mondialisation, pour beaucoup, rime avec marginalisation. Restaurer le lien entre le travail et le revenu est une urgence. Tout comme la fin du recours systématique aux subventions étatiques, à un protectionnisme injuste. Les pays producteurs de matières premières (coton, café, par exemple) deviennent les otages des cours boursiers, des changes et des tarifs douaniers. La Tanzanie a connu en 2003-2004 les cours les plus bas

La planète sous haute tension

Six milliards d'habitants sur terre. Neuf milliards entre 2030 et 2050. Comment nourrir cette population ? Au fur et à mesure de leur développement, les peuples consomment de plus en plus d'énergie. Aujourd'hui, un Chinois brûle dix fois moins qu'un américain. Mais au nom de quoi Indiens et Chinois ne pourraient-ils espérer accéder au standard de vie occidental ? Il est alors évident que toutes les matières premières sont concernées, de même que l'ensemble de la Planète.

La rareté s'impose, il va falloir la gérer. L'eau, l'énergie, la santé, le savoir dépassent les frontières nationales. Mais qui prendra en main une gouvernance mondiale ? D'autant que le déséquilibre dont il faut tenir compte, essentiellement, est celui des ressources humaines.

Source : Émission de France Inter « Rue des entrepreneurs », juillet 2006.

du café brut. Mais le prix d'une tasse de café à New York ou Paris n'a jamais baissé !

Au fond, la mondialisation échoue parce que nous avons pris de mauvaises habitudes. Nous abandonnons le développement des peuples aux forces aveugles du marché. Or, la redistribution des richesses n'est pas matière à option. C'est en elle que se trouve une bonne partie de la solution à la « menace terroriste ». L'État sécuritaire, à la manière américaine, est au contraire tenté de délaissier les impératifs sociaux, alors qu'il lui revient, à travers les canaux de la sécurité sociale, de faire valoir pour chaque citoyen et citoyenne les retombées de la richesse nationale globale. Que devient la motivation d'un travailleur philippin ou bolivien si la mondialisation diminue de moitié le prix d'une paire de chaussures pour celui qui l'achète mais lui coûte son emploi ?

La mondialisation est mise en difficulté parce que, contrairement à ce que nous attendions, elle est « pauvre » en images de marque positives. Un article remarquable de Zaki Laïdi, paru le 28 janvier 2004 dans *Libération*⁵, explique quelques-unes des causes du caractère anxieux de la mondialisation. Une remarque particulièrement éclairante : « Ces dernières années, (la mondialisation) n'a paradoxalement produit aucun effet spectaculaire sur le plan économique et social : la mobilité sociale des nations est restée faible, les dynamiques de croissance continuent à être cycliques et la formidable augmentation de la richesse mondiale reste hypothéquée par l'absence de mécanismes redistributifs globaux ».

Une autre difficulté provient du fait que la mondialisation économique et technologique ne peut imposer aucune contrainte aux États souverains. La résistance acharnée des États-unis à l'accord de Kyoto en est un exemple. Mais beaucoup d'autres pays se soumettent difficilement aux programmes globaux de gouvernance, ou bien ils en excluent des aspects essentiels comme les normes sociales ou la protection de l'environnement. La finale de l'article cité, enfin, a de quoi nous laisser son-

geurs : « *L'alter mondialisme n'est rien d'autre que l'expression d'une désespérance politique* ». Ce qui expliquerait peut-être la crise d'ATTAC, une organisation inspiratrice des Forums sociaux de Porto Alegre, aujourd'hui tombée dans des querelles internes.

C'est ainsi qu'un certain souffle, face à l'évolution de la mondialisation, perd de sa capacité d'indignation et de mobilisation. S'indigner est un comportement fatigant, et les faussaires sont légion. Emmanuel Mounier l'écrivait déjà, autour de 1930, dans le contexte de la crise économique... mondiale, ce qu'il appelait le « désordre établi » : « *Nous ne nous faisons point d'illusion sur la qualité des forces qui luttent aujourd'hui contre le communisme. Otez la peur, la vulgarité, les intérêts d'argent, la haine de classe, les mille petites nonchalance, les forfaitures et tranquillités de l'individu qui se hérissent, et vous pèseriez ce qui reste d'indignation pure* »⁶. À vrai dire, l'indignation pure ne résout pas non plus tous les problèmes. Il y faut de l'imagination, de la créativité et de la ténacité.

Se préoccuper de l'espace local

Pour sortir du désenchantement actuel, qui risque d'exploser en violences sociales, des réflexions intéressantes sont publiées dans une étude substantielle de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. Intitulée « *Une mondialisation juste – Créer des opportunités pour tous* »⁷, elle est basée sur environ 2000 entretiens dans le monde entier et aborde les questionnements de la mondialisation sous des angles parfois négligés. La commission a eu notamment le souci de se préoccuper de l'espace local. Incontestablement, la mondialisation trouble les cultures et valeurs traditionnelles, elle met à l'épreuve les structures de solidarité du village, du clan, de la famille.

Donc, choisir des modes d'intégration qui respectent l'environnement social éviterait des chocs déstabilisants pour les populations noyées sous la « grande vague d'uniformisation » mondialisée. L'arrivée de grandes entreprises minières, forestières, agri-

Libre propos

Le nécessaire combat politique

Critiquer la mondialisation pour n'avoir pas tenu ses promesses est un exercice auquel beaucoup se livrent. Albert Longchamp le fait mêlant regrets, indignations et humour ce qui donne force à son propos. Il met ainsi en relief l'aggravation des inégalités et l'absence de mécanismes internationaux de régulation et de redistribution susceptibles de contrebalancer cette inévitable conséquence du seul libre jeu du marché. Il évite l'écueil du refus de la mondialisation qui conduirait à rejeter les techniques qui l'ont permise et les espoirs qu'elle a fait naître.

La mondialisation est une réalité, comment la mettre au service de tous les hommes ? Telle est la question à laquelle le titre de l'article promet une réponse. Le grand mérite de celle d'Albert Longchamp est de nous faire prendre conscience que nous ne sommes pas enfermés dans un mécanisme qui nous broie et que chacun peut faire quelque chose en changeant son mode de vie et en s'engageant au niveau local pour renforcer les solidarités.

Mais l'article s'arrête là. La mondialisation ne peut cependant devenir équitable par la seule juxtaposition d'actions individuelles respectueuses du bien commun et de la diversité des cultures. Il lui faut des institutions et des règles. Si l'OMC échoue, si la Banque Mondiale et le FMI commettent des erreurs et si l'ONU est impuissante, il faut mener le combat politique pour que cela change. Et, là encore, les individus peuvent agir par leur vote et en s'engageant dans les organisations de la société civile qui s'investissent efficacement là où se façonnent les règles.

Yves Berthelot

yves.berthelot@lebrete-irfed.org

coles, ainsi que l'introduction d'un certain tourisme ne sauraient compromettre les modes de vie locaux – par exemple les marchés où viennent s'approvisionner ou vendre les petits producteurs. Des programmes de micro crédits peuvent aussi éviter un surendettement qui jette les gens sur les routes, dans l'espoir fallacieux de mieux trouver une chance de survie dans les centres urbains.

Une autre initiative pour repenser notre relation à la consommation, et donc à la mondialisation, commence

à faire connaître son étiquette dans les milieux de l'altermondialisme : le courant ou le mouvement dénommé la *Simplicité volontaire* (SV). La SV a connu des commencements discrets, sous la forme d'un petit livre publié au Québec par Serge Mongeau en 1985.

Le bide total. L'auteur ne se laisse pas décourager. Il récidive en 1998 avec « *La simplicité volontaire... plus que jamais* ». Énorme succès. L'ouvrage est aussitôt un best-seller et ne cesse plus d'être réimprimé. La SV a fait partie des Forums sociaux de Porto Alegre. Le mouvement s'est positionné clairement autour du slogan « *Un autre monde est possible* »⁸.

Qu'est-ce que la Simplicité Volontaire ? En résumé, comme l'explique Dominique Boisvert, un comportement permettant « *d'expérimenter concrètement qu'on peut vivre mieux avec moins : moins d'argent, moins de biens matériels, moins de travail, moins de dépendance et... pas de*

dettes du tout ! »⁹. Au fond, tout est question d'hygiène mentale. Donc sus à la dépendance publicitaire, par exemple. Comment ? Exercer son sens critique ; et ça ne coûte pas un sou. Par contre, on peut en gagner beaucoup. Pourquoi des marques

griffées quand le même produit, dégriffé, peut se trouver cinq à dix fois meilleur marché dans telle ou telle boutique. Ou bien, est-il vraiment nécessaire de passer, comme les Américains, neuf fois plus de temps par semaine dans les magasins qu'à jouer avec leurs enfants ? La SV, un mode

de vie simple et qui vous rend intelligent, promettent, avec leur humour légendaire, nos amis québécois.

Sur un registre différent et dans un cadre plus éthique, beaucoup d'hommes et de femmes, surtout parmi les cadres, se proposent d'adhérer à des clauses morales précises. M. Toni Föllmi s'en explique dans un opuscule d'autant plus compétent que l'auteur était le directeur de la Banque

Nationale Suisse¹⁰. Une référence ! L'auteur propose trois questions tournant autour de la décision économique : quelle mesure d'éthique voulons-nous nous offrir ? quel prix sommes-nous prêts à payer pour l'éthique ? quelle latitude reste-t-il aux décisions nationales en matière d'éthique dans un contexte de concurrence mondiale ? Le but du questionnement est de promouvoir le « *maximum human* » réalisable.

Citons en conclusion ce couple directeur d'entreprise qui devait procéder à 300 licenciements sur 3000 emplois dans une petite ville du Jura. C'était à prendre ou à laisser, décision du conseil d'administration. Le couple, catholique pratiquant, s'est imposé d'étudier tous les dossiers un par un, afin de parvenir à la décision éthiquement la plus juste. Un tel respect de l'humanité mérite un hommage. Les patrons ne sont pas tous des voyous. Je m'obstine à croire encore à la mondialisation avec « *maximum human* ».

Albert Longchamp
provincial@jesuites.ch

Un comportement permettant « d'expérimenter concrètement qu'on peut vivre mieux avec moins ».

1 - *Foi et développement* n° 267, octobre 1998.

2 - *Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi* de Chico Whitaker, préface de Patrick Viveret, éd. De l'Atelier, Paris, août 2006.

3 - *Global*, éd. Alliance Sud, CP 6735, CH-3001 Berne, n° 21, automne 2006, www.alliancesud.ch/politique. Les citations de Pascal Lamy et Shri Kamal Nath sont tirées du même article.

4 - Concernant l'Amérique Latine, qu'il faut aussi citer, nos lecteurs reliront avec profit l'article de Christian Rudel : « Bolivie, du colonialisme à l'indianisme », dans *Développement et civilisations*, n° 346, septembre 2006.

5 - Article de Zaki Laïdi intitulé « Du mou dans la mondialisation », chronique Rebonds, p.35. L'auteur s'exprime après les rencontres de Davos (les mondialistes) et surtout de Bombay où, cette année-là, les altermondialistes s'étaient rassemblés. Il écrit en surtitre que « *Bombay et Davos ont souffert de routinisation et de désenchantement idéologique* ». A noter que l'altermondialisme a souffert de la « bonne conduite » de Lula. Le président brésilien ne renie pas ses engagements mais cherche à faire entrer le Brésil dans la cour des « Grands », quitte à user d'une certaine rhétorique néolibérale. Politologue, Zaki Laïdi a publié notamment : *La Grande Perturbation*, Flammarion, 2004. Mais l'auteur avait déjà publié en 1997 un bref ouvrage prémonitoire : *Malaise dans la mondialisation*, éd. Textuel, Collection « Conversations pour demain », 136 pages.

6 - Cité par Salvador Lozada lors du Colloque « Emmanuel Mounier », UNESCO (Paris), les 5 et 6 octobre 2000. Cf. Actes du Colloque Mounier, Tome 2, Editions *Parole et Silence*, Paris, 2006, p. 451.

7 - Une publication du Bureau international du travail (BIT), Genève, 190 p. Voir aussi : www.ilo.org/wcsd.

8 - Pour plus de détails sur la SV voir <http://www.sosplanet.net/mongeau-frame.htm>

9 - cf. *L'ABC de la simplicité volontaire*, par Dominique Boisvert, éd. Ecosociété, Montréal, 2005,

10 - cf. *L'argent et le pouvoir face aux décisions éthiques*, Ed. Foi & Économie, CP 245, CH-1701 Fribourg. Voir www.foi-économie.ch

développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations Lebre-Irfed

49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebre-irfed.org

développement et civilisations est le nouveau titre de **foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebre devenu Développement et Civilisations Lebre-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par IRFED de 1960 à 1973 **développement et civilisations**.

L'association Développement et civilisations/Lebre-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. M.Arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Sergio Regazzoni (directeur).

Publication - directeur Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denis, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - Secrétariat : Christine Join-Lambert - publications@lebre-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebre-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 1951-0012 – Imprimerie SEPIC – Paris – 0147051759 .